

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 22 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EOLIENNES ST CYR EN PAIL SNC**

30 rue des Mathurins  
75008 Paris

Références : 2025-78\_INSP\_ÉOLIENNES ST CYR EN PAIL SNC\_RAP  
Code AIOT : 0006307407

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement EOLIENNES ST CYR EN PAIL SNC implanté Voie communal N°6 53140 Saint-Cyr-en-Pail. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EOLIENNES ST CYR EN PAIL SNC
- Voie communal N°6 53140 Saint-Cyr-en-Pail
- Code AIOT : 0006307407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ÉOLIENNES SAINT CYR EN PAIL est autorisée à exploiter un parc éolien composé de cinq

éoliennes et un poste de livraison sur la commune de Saint-Cyr-en-Pail dans le département de la Mayenne. Le parc éolien bénéficie l'antériorité de ces installations, actée par le préfet en date du 19 novembre 2013.

Ces installations sont soumises à autorisation sous la rubrique 2980 "installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent".

Les éoliennes disposent d'une hauteur de mât de 95 mètres et d'une puissance de 2 MW. Le parc éolien a été mis en service le 29/10/2009.

L'inspection s'est rendue dans la base du mât des éoliennes E1, E2, E3, E4 et E5, ainsi que dans le poste de livraison, et la nacelle de l'éolienne E1.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôle visuel des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.II	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
3	Contrôle des SIS	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.III alinéa 2	Sans objet
4	Balitage aéronautique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
5	Prescription à observer par les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 2	Sans objet
6	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
7	Rapport annuel de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3	Sans objet
8	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
9	Limitation des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
10	Abords du site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
11	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose des procédures et des formations nécessaires relatives au risque accidentel et notamment au risque incendie. Il devra justifier de la fréquence et du suivi des inspections des pales pour assurer la sécurité des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b>  Constat 2020 : Il était demandé à l'exploitant de former le personnel sur les risques présentés par l'installation et sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Des exercices d'entraînement devaient être effectués. Les conditions et fréquences de réalisation de ces exercices étaient à définir par l'exploitant.  Constat 2025 : En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué son plan de prévention qui a été signé par les entreprises extérieures intervenant sur le parc éolien. Par ailleurs, un exercice de gestion de crise a été réalisé sur le parc en date du 24/07/2024. Le compte rendu de cet exercice a été communiqué à l'inspection. Des observations ont été faites suite à la réalisation de cet exercice. L'inspection a pu constater la prise en compte de ces observations (affichage du numéro d'astreinte sur les panneaux ICPE - information des tiers).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Contrôle visuel des pales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>

Constat 2020 :

Il était demandé à l'exploitant d'effectuer un contrôle visuel des pales tous les 6 mois. L'exploitant précisera les modalités de contrôle mises en place (nature du contrôle, fréquence...). L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats du contrôle effectué en 2020 accompagnés le cas échéant des mesures correctives prévues avec le délai d'intervention.

Constat 2025 :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les éléments concernant les contrôles des pales réalisés en octobre/novembre 2024 lors de la maintenance annuelle par ENERCON, ainsi que la date du contrôle intermédiaire réalisé par WPO le 3/06/2025.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé qu'ENERCON réalise une inspection à l'aide de jumelles depuis le haut de l'éolienne, complété par un contrôle au télescope depuis le bas. Par ailleurs, ENERCON réalise également une inspection à l'aide d'une caméra endoscopique pour contrôler l'intérieur des pales une fois par an. Cependant, les contrôles ENERCON ne font pas l'objet d'un rapport spécifique et les seules indications fournies sont synthétisées dans les lignes de contrôles réalisés lors de la maintenance (lignes 210 à 212), avec comme indication le statut du contrôle : « 1 Effectué - pas de défaut »

Le contrôle intermédiaire réalisé par WPO est également réalisé à l'aide de jumelles. Le rapport du 03/06/2025 ne contient aucun détail des constats faits lors de ce contrôle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra justifier des contrôles intermédiaires de l'inspection des pales, afin de garantir que la période entre 2 contrôles ne dépasse pas 6 mois. Il devra s'assurer de la possibilité de suivre l'évolution des éventuels anomalies constatées pour garantir l'absence de dégradation pouvant entraîner des risques pour la sécurité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 3 : Contrôle des SIS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.III alinéa 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, SIS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

**Constats :**

Constat 2020 :

Il est demandé à l'exploitant d'établir cette liste et de la transmettre à l'inspection des installations classées.

Constat 2025 :

<p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la liste des systèmes instrumentés de sécurité.</p> <p>Cette liste comprend les fréquences de test ainsi que les méthodes de contrôle. Elle indique également les dates des derniers contrôles réalisés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Balisage aéronautique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fonctionnement du balisage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat 2020 : Le balisage diurne de l'éolienne E4 n'était pas fonctionnel depuis plus d'un an. Il était demandé à l'exploitant de traiter la non-conformité dans les plus brefs délais.</p> <p>Constat 2025 : L'inspection a constaté que le balisage diurne des cinq éoliennes est fonctionnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Prescription à observer par les tiers**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information des tiers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat 2020 : L'inspection avait constaté l'absence de panneaux sur les accès à E2 et E3. Il était demandé à l'exploitant de mettre en place de nouveaux panneaux.</p> <p>Constat 2025 :</p>

L'inspection a constaté la présence des panneaux sur l'ensemble des voies d'accès aux éoliennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Renouvellement des GF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement d'un montant de 268 804,00 € valable jusqu'au 14/04/2026.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le renouvellement des garanties devra se faire avant l'échéance de celles-ci. Il devra transmettre l'acte de cautionnement à la préfecture de la Mayenne, et y joindre la formule de calcul utilisée pour définir son montant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Rapport annuel de vérification des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de vérification réalisés par SOCOTEC le 23/07/2024 et le 22/07/2025.</p> <p>Les rapports 2025 ne mentionnent pas de limites à la prestation.</p> <p>Le rapport de l'éolienne E4 indique la présence d'eau en fondation près du transformateur.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'origine des entrées d'eau a été traitée. L'inspection a constaté que dans le pied de mât de l'éolienne E4, il n'y avait pas de présence d'eau lors de la visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Moyens de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  L'inspection s'est rendue dans le poste de livraison, le pied de mât des cinq éoliennes et la nacelle de l'éolienne E1. Elle y a constaté la présence des extincteurs adaptés aux risques, révisés en date du 22/07/2025.  Observation : Dans les pieds de mât de E4 et E5 (non vérifié dans les autres éoliennes), le schéma indiquant la localisation des extincteurs dans l'éolienne ne mentionne pas la présence de l'extincteur en partie basse. Ce schéma devra être mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Limitation des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limitation des accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  L'inspection s'est rendue sur les cinq aérogénérateurs lors de la visite du 25/11/2025. L'ensemble des accès aux éoliennes étaient fermés à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Abords du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de



l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Les voies d'accès sont carrossables et maintenues en bon état, ainsi que les abords du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Propreté des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté lors de la visite de terrain que l'ensemble des pieds de mât, ainsi que la nacelle de E1 étaient maintenus propres et qu'aucun entreposage de matériaux était présent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite